CONSEIL MUNICIPAL

Vendredi 7 Août 2020

ORDRE DU JOUR

1.	APPROBATION DU P.V. DU PRÉCÉDENT CONSEIL MUNICIPAL	1
2.	FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLÉE	2
2.1	Election du nombre d'Adjoints	2
2.2	Election du nombre de Conseillers délégués	3
2.3	Election d'un nouvel Adjoint	4
2.4	Modification des délégations de pouvoirs au Maire	5
2.5	Fixation des indemnités des élus	7
2.6	Majoration des indemnités des élus	9
2.7	Règlement intérieur du Conseil Municipal	10
2.8	Désignation des délégués au Parc Naturel Scarpe Escaut	11
3.	AFFAIRES FINANCIERES	12
3.1	Cession à l'Euro symbolique des fonds de jardins 187 av J Jaurès - AB 498	12
3.2	Garantie d'emprunts 3F Nord Artois	13
3.3	Décision Modificative N°1 de la Ville	14
3.4	SAEM NORDSEM : Prise de participation de la collectivité et désignation des représentants	15
3.5	Convention Taxe Foncière Propriétés Bâties avec SIGH	17
4.	QUESTIONS DIVERSES	19
4.1	Convention QTC -mise à disposition de la salle de la Corderie	19
4.2	Modification du tableau des effectifs permanents	20

CONSEIL MUNICIPAL

Vendredi 7 Août 2020

1. APPROBATION DU P.V. DU PRÉCÉDENT CONSEIL MUNICIPAL

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir **APPROUVER** le procès-verbal de la réunion du 13 Juin 2020.

2. FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLEE

2.1 Election du nombre d'adjoints

Vu l'article L 2121-1 et 2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la composition du Conseil Municipal ;

Vu l'article L 2122-1 dispose que : « Il y a, dans chaque commune, un maire et un ou plusieurs adjoints élus parmi les membres du conseil municipal » ;

Considérant que le conseil municipal détermine le nombre des adjoints au maire sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif légal du conseil municipal.

Vu la délibération en date du 24 Mai 2020 portant le nombre d'adjoints élus à 7 pour Quiévrechain ;

Mr le Maire rappelle, dans le respect du parallélisme des formes, que :

Conformément à l'article L 2122-2 du CGCT, l'effectif légal du Conseil Municipal de Quiévrechain étant 29 conseillers municipaux $*30\% = 8,7$ donc 8, il ne peut donc y avoir plus de 8 adjoints au maire.

Lors de la séance du 24 Mai 2020, le Conseil Municipal avait décidé de porter à 7 le nombre d'adjoints et non à 8.

Nonobstant, pour assurer le bon fonctionnement des services et un meilleur service rendu à la population, il doit être envisagé de porter à 8 le nombre d'adjoints, nombre maximal d'adjoints autorisé.

Par conséquent, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- **DECIDER** de fixer à 8 (huit) le nombre d'adjoints de la ville de Quiévrechain.
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à la bonne exécution de cette délibération

CONSEIL MUNICIPAL

Vendredi 7 Août 2020

2. FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLEE

2.2 Election du nombre de Conseillers délégués

Vu la délibération en date du 24 mai 2020 portant le nombre de Conseillers Délégués à 12 pour Quiévrechain

Mr le Maire rappelle, dans le respect du parallélisme des formes, que :

La fixation du nombre de postes de conseillers municipaux délégués relève de la compétence du Conseil Municipal.

Monsieur le Maire propose de ramener le nombre de postes de conseillers municipaux délégués à 11 alors que le conseil Municipal l'avait porté à 12 lors de la séance du 24 Mai 2020.

Par conséquent, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- **DECIDER** de ramener le nombre de postes de conseillers municipaux délégués à 11
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document relatif à la bonne exécution de cette délibération

2. FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLEE

2.3 Vote d'un nouvel Adjoint

- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2122-4, L 2122-7, L 2122-7-2, L 2122-10 et L 2122-15,
- Vu la délibération du 24 Mai 2020 fixant à 7 le nombre d'adjoints au maire,
- Vu la délibération du 24 Mai 2020 relative à l'élection des adjoints au maire,
- Vu les arrêtés municipaux donnant délégation de fonction et de signature du maire aux adjoints,

- Considérant que le conseil municipal a décidé de porter le nombre d'adjoints à 8, correspondant en fait, au nombre maximal d'adjoints attribuables sur la commune de Quiévreachain

- Considérant que pour assurer le bon fonctionnement des services et un meilleur service rendu à la population, il est nécessaire de créer un nouveau poste d'adjoint aux seniors,

- Considérant que lorsqu'un poste d'adjoint est vacant, le conseil municipal peut décider que le nouvel adjoint occupera son rang dans l'ordre du tableau ;

- Considérant l'obligation de la parité dans la répartition des postes d'adjoints, le huitième adjoint est nécessairement une femme;

- Considérant qu'en cas d'élection d'un seul adjoint, celui-ci est élu au scrutin secret à la majorité absolue,

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal de la nécessité de combler le huitième poste d'adjoint non attribué, à ce jour.

Il doit être procédé à l'élection du huitième adjoint au scrutin secret à la majorité absolue.

Par conséquent, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

DECIDER que l'adjoint à désigner occupera, dans l'ordre du tableau, le huitième rang ;

PROCEDER à la désignation du huitième adjoint au maire au scrutin secret à la majorité absolue :

2. FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLEE

2.4 Modification des délégations de pouvoir au Maire

Le code général des collectivités territoriales permet au Conseil Municipal de déléguer à monsieur le Maire les prérogatives figurant à l'article L.2122-22.

Sur le fondement d'une délégation, monsieur le Maire peut alors prendre plusieurs décisions dans divers domaines. Ces décisions sont soumises à ratification lors de la prochaine séance du Conseil.

Ce procédé permet d'aboutir à une plus grande rapidité dans le traitement administratif des situations.

Afin de permettre la prise de ces décisions par le Maire, il est demandé au Conseil Municipal, de vouloir :

- **DECIDER** de déléguer l'ensemble des prérogatives suivantes :

1° Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2° Fixer dans les limites d'une augmentation ou d'une diminution annuelle pouvant aller jusqu'à 80%, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale les tarifs des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal conformément aux articles L. 2331-1 à L. 2331-4 du C.G.C.T. dans les limites d'une augmentation ou d'une diminution annuelle pouvant aller jusqu'à 80% et notamment les :

- tarifs relatifs aux prestations scolaires et périscolaires notamment restauration scolaire, accueil périscolaire ;
- tarifs de location des salles municipales ;
- tarifs des accueils de loisirs et des activités organisées à destination des jeunes et des seniors.

Ces droits et tarifs peuvent, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées;

3° Procéder, dans la limite d'un million d'euros, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article [L. 1618-2](#) et au a de l'article [L. 2221-5-1](#), sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4° Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur à ceux prévus à l'article 26 (procédure adaptée et non formalisée) du code des marchés publics, décret n° 2006-975 du 1er août 2006 modifié, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° Passer les contrats d'assurance, sauf pour les procédures formalisées de marché public, ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° Créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° Prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° Fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts

CONSEIL MUNICIPAL

Vendredi 7 Août 2020

12° Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° Décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° Exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, dans la limite 500 000 euros, et de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article [L. 213-3](#) de ce même code;

Cette délégation n'est donnée que pour des acquisitions destinées à réaliser des projets préalablement décidés par le conseil municipal.

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le Conseil municipal :

- en défense devant toutes les juridictions, y compris en appel et en cassation,
- en demande devant toute juridiction de référé, et devant toute juridiction de plein contentieux

et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le Conseil municipal, dans la limite de 3 500 € par sinistre et d'autoriser son adjoint délégué à cet effet, à signer les actes et décisions s'y rapportant ;

18° Donner, en application de l'article [L. 324-1](#) du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° Signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article [L. 311-4](#) du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article [L. 332-11-2](#) du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° Réaliser les lignes de trésorerie dans la limite d'un million d'euros ;

21° Exercer ou déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code. Le maire exerce le droit de préemption dans les conditions suivantes : délégation donnée uniquement pour la préemption de fonds artisanaux, de fonds de commerce ou de baux commerciaux, pour un prix d'acquisition n'excédant pas le seuil de 500 000 euros.

22° Exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux [articles L. 240-1 à L. 240-3](#) du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles. Le maire exerce le droit de priorité dans les conditions suivantes : il est fixé un prix maximal d'achat du bien à ne pas dépasser de 500 000 euros.

23° Prendre les décisions mentionnées aux articles [L. 523-4](#) et [L. 523-5](#) du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

2. FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLEE

2.5 Fixation et répartition de l'enveloppe indemnitaire globale

Considérant que la commune compte 6358 Habitants ;

Considérant que si par principe, les fonctions électives sont gratuites, les élus municipaux peuvent bénéficier d'indemnités de fonction qui viennent compenser les dépenses et les sujétions qui résultent de l'exercice de leur charge publique,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de déterminer les taux des indemnités des élus, pour l'exercice de leurs fonctions dans la limite des taux fixés par la loi,

Considérant que le taux maximal de l'indemnité de fonction du maire est fixé, de droit, à 55 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique,

Considérant que le taux maximal de l'indemnité de fonction d'un adjoint est fixé à 22 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique,

Considérant que l'indemnité de fonction des simples conseillers municipaux ne peut être supérieur à 6% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique et doit s'inscrire dans la limite de l'enveloppe indemnitaire globale ; que dans ces mêmes communes, les conseillers municipaux titulaires d'une délégation de fonction peuvent bénéficier d'indemnités de fonctions, au titre de cette délégation, toujours dans la limite de l'enveloppe indemnitaire globale ; que ces indemnités, octroyées aux simples conseillers ou au titre d'une délégation de fonction ne peuvent pas se cumuler,

Considérant que l'enveloppe indemnitaire globale est composée du montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au maire et aux adjoints réellement en exercice,

Considérant que les 2^{ème} et 7^{ème} adjoints sont également des conseillers communautaires disposant en outre d'une indemnité à ce titre et que la 8^{ème} adjointe aux séniors aura une charge de travail réduite de par une activité professionnelle intense. Ils ne bénéficieront donc pas du même taux d'indemnité de fonction des autres adjoints.

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **FIXER et REPARTIR** l'enveloppe entre les élus dans le respect de l'enveloppe indemnitaire globale calculée.
- **FIXER** le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions du maire, comme suit :

Maire : 49,95 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique

- **FIXER** le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions des adjoints et des conseillers municipaux, comme suit :

CONSEIL MUNICIPAL

Vendredi 7 Août 2020

1^{er} adjoint : 17,970 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique ;

2^{ème} adjoint : 16,95 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique ;

3^{ème} adjoint : 17,970 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique ;

4^{ème} adjoint : 17,970 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique ;

5^{ème} adjoint : 17,970 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique ;

6^{ème} adjoint : 17,970 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique ;

7^{ème} adjoint : 16,95 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique ;

8^{ème} adjoint : 10,00 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique ;

Pour l'ensemble des conseillers municipaux délégués : 4,30 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique ;

- **RAPPELER** que les indemnités de fonction seront automatiquement revalorisées en fonction de l'évolution de la valeur du point de l'indice.

2. FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLEE

2.6 Majoration des indemnités votées après répartition de l'enveloppe

Vu l'article L 2123-22 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à l'application de la majoration,

Considérant qu'au cours de l'un au moins des trois exercices précédents, la commune a été attributaire de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale,

Considérant qu'après avoir voté le montant des indemnités de fonction dans le respect de l'enveloppe indemnitaire globale, le conseil municipal se prononce sur l'application des majorations,

Il est proposé au conseil municipal de bien vouloir :

- **CALCULER** les majorations liées à la DSU, auxquels peuvent prétendre le maire, les adjoints;

Pour ce faire, il convient d'appliquer le calcul suivant :

$$\frac{\text{Taux maximal de la strate supérieure} \times \text{Taux réellement voté}}{\text{Taux maximal de la strate initiale}}$$

Maire : $(65\% \times 49,95\%) / 55\% = 59,032\%$

Adjoints hormis les 2^{ème}, 7^{ème} et 8^{ème} : $(27,50\% \times 17,970\%) / 22\% = 22,463\%$

Adjoints (2^{ème} et 7^{ème}) : $(27,50\% \times 16,950\%) / 22\% = 21,188\%$

Adjoints (8^{ème}) : $(27,50\% \times 8,476\%) / 22\% = 12,50\%$

- **DECIDER** que les indemnités réellement octroyées :
 - au maire, sont majorées, pour obtenir un taux applicable de 59,032%.,
 - aux adjoints hormis les 2^{ème}, 7^{ème} et 8^{ème}, sont majorées, pour obtenir un taux applicable de 22,463%.
 - aux adjoints (2^{ème} et 7^{ème}) sont majorées pour obtenir un taux applicable de 21,188%
 - au 8^{ème} adjoint sont majorées pour obtenir un taux applicable de 12,50%
- Un tableau récapitulatif de l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal est joint à la présente délibération ;
- **INSCRIRE** les crédits nécessaires au budget communal.

2. FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLEE

2.7 Règlement Intérieur du Conseil Municipal

Vu les dispositions de l'article L.2121-8 du Code général des collectivités territoriales ;

Le Maire expose ce qui suit :

La loi d'orientation du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République a prévu l'obligation pour les conseils municipaux des communes de plus de 3500 habitants de se doter d'un règlement intérieur qui doit être adopté dans les six mois qui suivent son installation.

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le conseil municipal qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Aussi, ce règlement ne doit pas porter uniquement sur les mesures, les modalités et les détails de ce fonctionnement du conseil municipal.

La loi impose néanmoins au conseil municipal l'obligation de fixer dans son règlement intérieur les conditions d'organisation du débat d'orientation budgétaire, les conditions de consultation des projets de contrats ou de marchés prévus à l'article L.2121-12 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), ainsi que les règles de présentation, d'examen et la fréquence des questions orales.

Aussi, le règlement intérieur joint à la présente délibération respecte toutes ses prescriptions.

Au regard de ce qui précède, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

APPROUVER le règlement intérieur qui figure en annexe.

2. FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLEE

2.8 Désignation des Délégués de la commune au Parc Naturel régional Scarpe Escaut

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement et notamment son article L 333-3,

Vu l'article 5 des statuts du Syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional Scarpe-Escaut, précisant que les communes, communes associées ou villes-portes sont représentées par un délégué titulaire et un délégué suppléant,

Il est demandé au conseil municipal de procéder à l'élection des représentants de la commune au sein du Comité syndical du Syndicat mixte de gestion du Parc :

Il s'agit d'élire un Délégué Titulaire et un Délégué Suppléant.

3. AFFAIRES FINANCIERES

3.1 Cession à la société SIGH de la parcelle AB 498 divisée dorénavant en 4 parcelles désignées sous les numéros cadastraux AB 568 à 571

Afin de donner une régularité aux fonds de jardins des immeubles sis 177,179,181,183 rue Jean Jaurès, la société SIGH a sollicité la Ville afin de pouvoir acquérir la parcelle anciennement désignée AB 498 divisée en 4 parcelles référencées sous les références cadastrales AB 568 à 571 dont la ville est propriétaire. Un plan figure en annexe.

L'ensemble de ces parcelles AB 568 à 571, destinée à la cession, représente une superficie de 74 m²

De par la forme et la configuration de ces parcelles, leur cession permettrait de régulariser la situation.

Une estimation domaniale a été effectuée attribuant le montant au m² de 5 Euros.

De ce fait, il est envisageable de répondre favorablement à la requête de la SIGH en leur cédant lesdites parcelles à l'euro symbolique.

Par conséquent, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

- **APPROUVER** la cession de fonds de jardins correspondant aux parcelles n° AB 568 à 571 à la société SIGH à l'euro symbolique. Les frais, charges et honoraires seront à la charge de l'acquéreur.
- **AUTORISER** monsieur le Maire, ou à défaut, chaque adjoint dans l'ordre du tableau du Conseil municipal, à signer l'ensemble des documents relatifs au transfert de propriété.

3. AFFAIRES FINANCIERES

3.2 Garantie d'Emprunt : 3 F Nord Artois

Vu les articles L.2252-1 et L.2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Monsieur le Maire expose que :

Par courrier en date du 1^{er} Juin 2020, les sociétés « 3F NORD ARTOIS » sise 99 Boulevard de Mons 59650 Villeneuve d'Ascq et « NOTRE LOGIS » sise 221 rue de la Lys 59433 Halluin, nous ont fait part de leur intention de procéder à la fusion par voie d'absorption de la première par la seconde.

Dans le cadre de cette fusion, la société NOTRE LOGIS a vocation à se voir transférer l'ensemble des prêts attachés à l'activité de bailleur social de la société 3 F NORD ARTOIS.

Aussi certains de ces prêts ont donné lieu à une garantie de la commune de Quiévrechain.

La liste des prêts concernés est jointe à la présente délibération.

De ce fait, la commune est sollicitée par ces sociétés pour maintenir les garanties concernées, dans le cadre de leur fusion.

Par conséquent, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

- **DONNER** un accord de principe au maintien des garanties des prêts dont la liste figure en annexes, dans le cadre de la fusion précitée.

CONSEIL MUNICIPAL

Vendredi 7 Août 2020

3. AFFAIRES FINANCIERES

3.3 Décision Modificative N°1 de la Ville

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

APPROUVER les modifications suivantes des crédits au budget 2020 de la Ville

Décisions modificatives - VILLE DE QUIEVRECHAIN - 2020			
DM 1 - DM 1 - 01/08/2020			
INVESTISSEMENT			
Dépenses		Recettes	
<i>Article(Chap) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>	<i>Article(Chap) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>
2138(21) : Acquisitions foncières - 020 - 9002	70 000,00	1321 (13) : Etats et établissements nationaux - 020 - 9107	143 749,00
2188 (21) : Autres immobilisations corporelles - 020 - 9003	28 749,00		
2313 (23) : Constructions - 020 - 9035	90 000,00		
2312 (21) : Agencement et Aménagements de terrains - 020 - 9103	-70 000,00		
2313 (23) : Constructions - 824 - 9102	11 426,00		
2315 (23) : Installation, matériel et outillage techniques - 020 - 9087	13 574,00		
Total dépenses :	143 749,00	Total recettes :	143 749,00
Total Dépenses	143 749,00	Total Recettes	143 749,00

3. AFFAIRES FINANCIERES

3.4 SAEM NORDSEM : Prise de participation de la collectivité et désignation des représentants

Vu les articles L 1522-1 et L 1524-5 du CGCT

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Par délibération en date du 24 Juin 2013, le Conseil départemental du Nord a décidé le principe de la création d'une SEM qui se positionnerait sur le secteur de l'aménagement, et qui serait à la disposition des collectivités et tous autres partenaires souhaitant faire appel à ses services pour développer leurs projets.

Cette décision a été prise, suite à l'identification d'un déficit d'ingénierie opérationnelle sur l'ensemble des territoires situés hors des périmètres de la Métropole Européenne de Lille et de la Communauté Urbaine de Dunkerque.

Cette délibération rappelle en outre que l'étude d'opportunité a orienté le périmètre d'intervention de la société vers les métiers classiques d'une société d'aménagement conformément aux attentes des territoires, métiers qui peuvent être présentés en cinq grandes familles. :

- L'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le montage opérationnel : concerne les études préalables à la définition d'un projet d'aménagement.
- L'aménagement : équipement de foncier à vocation habitat ou mixte, réalisation d'espaces publics, réalisation d'infrastructures (voirie, ouvrages d'art, boucle numérique, loisirs, etc..)
- L'aménagement à vocation économique et immobilier d'entreprises et gestion d'une offre immobilière.
- Les superstructures : réalisation d'équipements publics à vocation communale et intercommunale, gestion technique et patrimoniale d'immobilier, assistance à maîtrise d'ouvrage et conduite des schémas directeurs énergétique et d'accessibilité.
- Le renouvellement urbain, l'amélioration de l'habitat et la revitalisation villageoise : reconversion de friches industrielles suite à l'intervention de l'EPF régional, restructuration immobilière complexe, mise en place de stratégies de revitalisation villageoise (revalorisation du cadre bâti et mise en place de stratégies de développement avec mixité fonctionnelle).

D'autres métiers pourront être développés avec les actionnaires et en fonction des demandes des futurs clients de la société. Il s'agit de métiers positionnés notamment sur des secteurs en forte évolution, comme celui de l'énergie et des énergies renouvelables ou encore du numérique avec le très haut débit.

La société créée le 17 Octobre 2014 dont les statuts et le tableau des actionnaires sont mis à disposition des élus en mairie, est constituée d'un capital de 3 M€ permettant de supporter les premières années du démarrage de l'activité et d'appuyer la réalisation de concessions d'aménagement et d'opérations en fonds propres au besoin.

2000 euros peuvent être souscrits par la commune de QUIEVRECHAIN, représentant 20 actions d'une valeur nominale de 100 euros.

Le Conseil d'Administration est composé de 18 administrateurs. Cependant, la part de la commune de QUIEVRECHAIN dans le capital social ne sera pas suffisante pour lui permettre d'être directement représentés au sein du Conseil.

CONSEIL MUNICIPAL

Vendredi 7 Août 2020

Dans ces conditions, et conformément à l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune de QUIEVRECHAIN sera réunie avec les autres collectivités se trouvant dans une situation identique à la sienne dans une assemblée spéciale, qui sera dotée d'un poste d'administrateur qui représentera collectivement ses membres.

Par conséquent, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- **APPROUVER** le projet de prise de participation au capital de la SAEM NORDSEM ;
- **SOUCRIRE** une prise de participation de 2 000 euros ;
- **INSCRIRE** la somme correspondante à la section investissement du budget communal 2020.

En outre, conformément à l'article L2121-21 du CGCT, il est proposé à l'assemblée délibérante de désigner , au vote à scrutin secret, un membre du Conseil Municipal pour représenter la collectivité au sein de l'assemblée spéciale regroupant les collectivités dont leur part de capital trop réduite ne leur permet pas d'être directement représentées au conseil d'administration, avec faculté d'accepter toutes fonctions dans ce cadre , notamment celle d'administrateur représentant collectivement les membres de l'assemblée spéciale.

A l'issue de sa désignation, il est proposé à l'assemblée de procéder à sa nomination comme représentant de la collectivité auprès des assemblées générales de la société, et de le doter de tous les pouvoirs à cet effet.

3. AFFAIRES FINANCIERES

3.5 Convention bipartite avec la SIGH en compensation de l'abattement de la TFPB

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Les organismes HLM tel que la SIGH bénéficie d'un abattement de Taxe Foncière des Propriétés Bâties (TFPB) en quartier prioritaire

Selon l'article 1388 bis, le code général des impôts prévoit que les logements locatifs sociaux des organismes HLM bénéficient d'un abattement de TFPB de 30 % s'ils sont situés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville. Cet abattement s'applique aux impositions établies au titre des années 2016 à 2022.

En contrepartie de cet avantage fiscal, les bailleurs s'engagent à atteindre un même niveau de qualité de service que dans le reste de leur parc, en y renforçant leurs interventions au moyen notamment d'actions de gestion urbaine de proximité, contribuant à la tranquillité publique, à l'entretien et à la maintenance du patrimoine, à l'amélioration du cadre de vie et à la participation des locataires.

Ces contreparties sont formalisées par la signature d'une convention entre le bailleur, et la commune, (convention dite d'utilisation de l'abattement de la TFPB), obligatoire pour pouvoir bénéficier de l'abattement. Les orientations de la convention doivent se traduire par des programmes d'actions qualitatifs et chiffrés, pour lesquels un suivi est réalisé.

Aussi, un cadre national d'utilisation de l'abattement de TFPB a été établi par le ministère en charge de la politique de la ville et l'Union sociale pour l'habitat. Il définit les champs d'utilisation de l'abattement à travers 8 axes d'intervention :

- l'organisation d'une présence de proximité adaptée au fonctionnement social du quartier ;
- la formation et le soutien au personnel de proximité dans la gestion des spécificités du patrimoine et des besoins des locataires ;
- l'adaptation des modes et rythmes d'entretien et de maintenance ;
- la gestion des déchets et des encombrants ;
- les dispositifs et les actions contribuant à la tranquillité résidentielle ;
- les actions favorisant la concertation et la sensibilisation des locataires ;
- les actions de développement social permettant de favoriser le vivre ensemble et le lien social ;
- les petits travaux d'amélioration du cadre de vie.

La convention d'utilisation de l'abattement de TFPB est annexée au contrat de ville et a vocation à s'articuler avec les démarches de gestion urbaine de proximité (GUP) pilotées par les collectivités locales et l'État.

CONSEIL MUNICIPAL

Vendredi 7 Août 2020

De ce fait, la société SIGH propose à la commune de QUIEVRECHAIN de signer une convention de partenariat social 2020 dans laquelle elle s'engage à :

- Soutenir par une participation financière maximum de **15 000 €** pour la mise en œuvre de travaux de réfection du parking de la résidence Victor Lecoq (foncier ville),
- Soutenir financièrement à hauteur de **5 000 €** la dynamique autour de « l'outillothèque » et des jardins familiaux de la rue Mozart (remise en état des chalets, implantation de cuves à eaux, achats de matériels...),
- Soutenir financièrement à hauteur **5000 €** la mise en œuvre de chantiers participatifs et solidaires

Cette participation entre pleinement dans le cadre national d'utilisation d'abattement TFPB 2020 au titre du volet « Développement Social » et « Amélioration du cadre de vie » pour un total de 25 000 €.

Par conséquent, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir

- **APPROUVER** les termes de la convention précitée et les actions proposées entrant dans le cadre national d'utilisation d'abattement TFPB 2020 au titre du volet « Développement Social » et « Amélioration du cadre de vie » pour un total de 25 000 euros.
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou à défaut chaque Adjoint dans l'ordre du tableau du Conseil Municipal de signer ladite convention et tout document afférent à cette dernière.

4. QUESTIONS DIVERSES

4.1 Convention avec le QTC sur la mise à disposition de la salle du complexe de la corderie

Comme chaque année, afin de définir les modalités de mise à disposition et d'utilisation de la salle principale du Complexe Sportif de la Corderie, comprenant deux courts, une convention est passée avec l'association du Q.T.C. (Quiévrechain Tennis Club). La mise à disposition est prévue du 1^{er} Septembre 2020 au 31 Août 2021.

Un projet de convention est joint en annexe.

Par conséquent, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

- **APPROUVER** la convention de mise à disposition de la Salle de la Corderie du Complexe Sportif ci-jointe ;
- **AUTORISER** monsieur le Maire à la signer.

4. QUESTIONS DIVERSES

4.2 Modification du tableau des effectifs permanents

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Considérant la volonté de créer des postes dans le cadre d'une bonne organisation des services et afin de permettre une évolution de carrière des agents de la collectivité ;

Il est demandé au Conseil municipal, de bien vouloir :

- **CREER les postes suivants à compter du 1^{er} septembre 2020 :**

FILIÈRE ADMINISTRATIVE :

- **1 poste d'Adjoint Administratif Principal de 1^{ère} classe à temps complet**

FILIÈRE ANIMATION :

- **1 poste d'Animateur Principal de 1^{ère} classe à temps complet**

- **FIXER** le tableau des effectifs permanents comme suit :

Grade	Cat	tps de travail	Voté
EMPLOIS FONCTIONNELS			
Directeur Général des services commune 2 000 à 10 000 hab.	A	35H	1
TOTAL EMPLOIS FONCTIONNELS			1
FILIÈRE ADMINISTRATIVE			
Attaché principal	A	35H	2
Attaché	A	35H	2
Rédacteur Principal de 2 ^{ème} classe	B	35H	1
Rédacteur	B	35H	5
Adjoint administratif Ppal de 1 ^{ère} classe	C	35	3
Adjoint administratif Ppal de 2 ^{ème} classe	C	35H	6
Adjoint administratif	C	35H	7
TOTAL FILIÈRE ADMINISTRATIVE			26
FILIÈRE TECHNIQUE			
Ingénieur	A	17H30	1
Technicien principal de 1 ^{ère} classe	B	35H	1
Technicien	B	35H	1
Agent de maîtrise principal	C	35H	2

CONSEIL MUNICIPAL

Vendredi 7 Août 2020

Agent de maîtrise	C	35H	1
Adjoint technique Principal de 1 ^{ère} classe	C	35H	4
Adjoint Technique Principal de 2 ^{ème} classe	C	35H	9
Adjoint technique	C	35H	17
Adjoint technique	C	31H30	1
Adjoint technique	C	28H	1
Adjoint technique	C	25H	5
Adjoint technique	C	22H30	2
Adjoint technique	C	22H	2
Adjoint technique	C	17H30	4
TOTAL FILIÈRE TECHNIQUE			51
FILIÈRE POLICE MUNICIPALE			
Chef de service de PM	B	35H	1
Brigadier-Chef Principal de PM	C	35H	3
Gardien-Brigadier de PM	C	35H	3
TOTAL FILIÈRE POLICE MUNICIPALE			7
FILIÈRE ANIMATION			
Animateur principal de 1 ^{ère} classe	B	35H	1
Animateur principal de 2 ^{ème} classe	B	35H	1
Adjoint d'animation	C	35H	5
TOTAL FILIÈRE ANIMATION			7
FILIÈRE CULTURELLE			
Professeur d'Enseignement Artistique	A	16H	1
Assistant d'Enseignement artistique Ppal de 1 ^{ère} classe	B	20H	1
	B	9H	1
	B	4,5H	1
Assistant d'Enseignement artistique Ppal de 2 ^{ème} classe	B	20H	1
	B	6,5H	1
	B	5H	3
Adjoint du patrimoine	C	35H	1
	C	28H	1
TOTAL FILIÈRE CULTURELLE			11
FILIÈRE SANITAIRE ET SOCIALE			
ATSEM principal de 2 ^{ème} classe	C	35H	4
TOTAL FILIÈRE SANITAIRE ET SOCIALE			4
HORS FILIÈRE			
Chargé de communication		35H	1
TOTAL HORS FILIÈRE			1
TOTAL GÉNÉRAL			108

CONSEIL MUNICIPAL

Vendredi 7 Août 2020

: